

6 Annexes

6.1 Annexe 1 : autorisations de prélèvements et conventions :

- Alimentation de la retenue collinaire de Prajourdan pour l'adduction d'eau des étroits du réseau d'Aime,
- Prise d'eau sur le ruisseau des Frasses,
- Prélèvement des Bourtes,
- Captage du creux des Fontanettes,
- Convention de mise à disposition de la source de la mine,
- Traité pour l'exploitation pour affermage des services de distribution publique d'eau potable et d'assainissement – retenue des Blanchets

CONVENTION

ALIMENTATION DE LA RETENUE COLLINAIRE DE PRAJOURDAN POUR L'ADDUCTION D'EAU DES ÉTROITS DU RÉSEAU COMMUNAL D'AIME

Entre les soussignés :

La Commune d'Aime,

représentée par Monsieur Jean-Pierre CHENU, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 31 août 1999

La Société d'Aménagement de la station de La Plagne (SAP), Société Anonyme au capital de 12 000 000 de francs dont le siège social est à Macôt la Plagne (Savoie), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Albertville sous le numéro B 076 220 011,

représentée par Monsieur Bernard AUBONNET agissant en sa qualité de Président du Directoire, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes et s'obligeant à en justifier à première réquisition,

ci-après dénommée la "SAP" d'autre part

EXPOSE :

La SAP est concessionnaire de l'aménagement et de l'exploitation du domaine skiable de la Grande Plagne en vertu d'une convention de concession en date du 15 décembre 1987, renouvelée par avenant en date du 16 février 1999 dans lequel il est indiqué ce qui suit littéralement reproduit :

"Comme prévu par l'UTN du 30 avril 1996, les parties souhaitent mettre en place une programmation pluriannuelle des investissements futurs à réaliser et notamment des équipements destinés à l'enneigement artificiel. Les collectivités et la SAP mettront tout en œuvre pour trouver les meilleures conditions en ce qui concerne l'eau destinée à l'enneigement artificiel."

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet

La Commune d'Aime prend à sa charge l'alimentation en eau de la retenue collinaire de Prajourdan selon les conditions suivantes.

Article 2 – Conditions

La construction du répartiteur d'eau sera à la charge de la SAP.

L'alimentation en eau de la retenue sera réalisée par la Commune d'Aime.

Mais elle pourra être interrompue à tout moment pour assurer l'alimentation de Longefoy/Montalbert qui reste prioritaire compte tenu des besoins en consommation d'eau de ce secteur.

La Société ECHM reste l'interlocuteur désigné en cas de problème technique pouvant survenir sur la canalisation.

Article 3 - Clause de sauvegarde

En cas de difficulté de mise en œuvre de la présente convention, il sera fait référence à la convention de concession du 15 décembre 1987 et son avenant en date du 16 février 1999.

Fait à Aime, le 20/04/99

Le Maire,

La Société d'Aménagement de la station
de La Plagne,

J.P. CHENU



B. AUBONNET

**ARRETE PREFECTORAL
PORTANT AUTORISATION EN APPLICATION
DES ARTICLES L.214.1 à 6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**POUR L'AMENAGEMENT D'UNE PRISE D'EAU SUR LE RUISSEAU DES
FRASSES A DES FINS D'ENNEIGEMENT ARTIFICIEL
POUR LA STATION DE LA PLAGNE**

Commune d'AIME

LE PREFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Environnement ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la loi n° 84-512 du 29 juin 1984 modifiée relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles et ses textes d'application ;

VU le décret n° 93-742 et le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application de la loi sur l'eau ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1906 portant règlement général sur les cours d'eau non domaniaux ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 1998 relatif à la répartition de la police de l'eau dans le département de la Savoie ;

VU la demande présentée le 15 février 2001 par la Société d'Aménagement de la Plagne en vue d'être autorisée au titre du Code de l'Environnement d'engager les travaux de création de prise d'eau sur le ruisseau des Frasses à des fins d'enneigement artificiel ;

VU l'ensemble des pièces figurant au dossier ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 mars 2001 portant ouverture d'enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur en date du 25 avril 2001 ;

VU l'avis des services consultés ;

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - Service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, en date du 23 juillet 2001 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 4 septembre 2001 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Savoie ;

ARRETE

Article 1er - AUTORISATION

La **Société d'Aménagement de la Plagne**, BP 57, La Plagne, 73210 Aime, est autorisée au titre des articles L.214.1 à 6 du Code de l'Environnement, à réaliser des travaux d'aménagement d'une prise d'eau sur le ruisseau des Frasses à des fins de production de neige artificielle pour la station de La Plagne, prise d'eau située sur la commune de Aime, dans les conditions du présent règlement.

Article 2 : CARACTERES GENERAUX DE L'AUTORISATION

2 . 1 . Clauses de précarité

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que se soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, en application des articles L.210.1 & L.211.1 du Code de l'Environnement, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

2 . 2 . Responsabilité

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'exécution des travaux et des aménagements.

2 . 3 . Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

2 . 4 . Arrêtés complémentaires

Des prescriptions complémentaires, modificatives ou additives à celles prévues par le présent arrêté pourront être édictées à tous moments pour améliorer l'insertion des aménagements dans le milieu aquatique. En particulier il en sera ainsi dans le cas où un suivi de l'état du ruisseau des Frasses mettrait en évidence que le prélèvement d'eau place les milieux aquatiques dans des conditions critiques incompatibles avec leur préservation.

Il en sera de même pour définir le cas échéant des précautions relatives à certains aménagements annexes au chantier et qui se révéleraient insuffisamment pris en compte dans le présent arrêté d'autorisation.

Le pétitionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité ou à quelconque dédommagement à ce titre.

2 . 5 . Prescriptions générales

Le permissionnaire sera tenu de se conformer aux prescriptions générales susceptibles d'être édictées au niveau national en application de l'article L.211.2 du Code de l'Environnement pour les travaux, ouvrages, activités et installations concernés par la présente autorisation.

2 . 6 . Durée de l'autorisation

Les travaux, ouvrages, installations devront être terminés dans un délai de **3 ans** à compter de la notification du présent arrêté.

A la demande du pétitionnaire, des arrêtés complémentaires seront pris le cas échéant afin de prolonger le délai de réalisation conformément aux articles 17 et 18 du décret 93-742 du 29 mars 1993.

2 . 7 . Conformité des aménagements

Les travaux et ouvrages autorisés par le présent arrêté sont ceux présentés par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation.

Sauf prescriptions contraires définies dans le présent arrêté, le pétitionnaire est tenu de respecter les dispositions prévues dans son dossier de demande d'autorisation.

Tout changement susceptible de modifier de manière notable les caractéristiques, la consistance des travaux et des aménagements autorisés devra être au préalable porté à la connaissance du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques avec tous les éléments d'appréciation.

Dans les cas où les modifications à apporter aux aménagements ne sont pas incompatibles avec les objectifs initiaux fixés par l'arrêté en ce qui concerne la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques, ou ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients pour les éléments énumérés à l'article L.211.1 du Code de l'Environnement, celles-ci pourront faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire dans les conditions prévues par les articles 14 et 15 du décret n°93-742 du 29 mars 1993.

Dans les cas contraires, celles-ci seront soumises aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

Article 3 : PRESENTATION GENERALE DU PROJET AUTORISE

3.1. Prise d'eau sur le ruisseau des Frasses

La prise d'eau sera établie dans le lit du ruisseau des Frasses à la cote 1790m NGF sous la forme d'un ouvrage en béton armé. Cet ouvrage sera conçu et réalisé de manière à ne pas perturber l'écoulement des crues du torrent.

3.2. Prélèvements autorisés

Le débit maximum du prélèvement autorisé est de 70 m³/h. Ce prélèvement pourra intervenir durant les mois d'octobre à juin.

3.3. Débit réservé

Un débit réservé égal à 25 l/s sera maintenu en permanence dans le lit du ruisseau des Frasses en aval de la prise d'eau. *20 m³ / Heures.*

3.4 Dispositifs de restitution et de contrôle du débit réservé

La prise d'eau sera conçue de manière à ce que le débit réservé à maintenir dans le ruisseau des Frasses en aval de la prise d'eau soit restitué automatiquement et de façon prioritaire.

Il sera également conçu de manière à ce que le contrôle de la restitution de ce débit puisse s'effectuer par lecture directe.

Les dispositions constructives correspondantes (plans d'exécution détaillés) devront être approuvées et visées préalablement à tous travaux par le service chargé de la police de l'eau.

Dans le cas où le fonctionnement du dispositif correspondant s'avérerait insatisfaisant, le pétitionnaire serait tenu de modifier les aménagements correspondants. Les dispositions constructives devront également recevoir l'avis favorable préalable du service chargé de la police de l'eau.

Le pétitionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité ou quelconque dédommagement à ce titre.

Les valeurs retenues pour le débit prélevé et le débit réservé seront affichées à proximité immédiate de la prise d'eau de façon permanente et lisible par tous les usagers du cours d'eau. Il en sera de même pour les modalités de lecture directe permettant le contrôle de la restitution du débit réservé.

Article 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DU CHANTIER

Indépendamment des prescriptions relatives à la conception des aménagements, le pétitionnaire prendra toutes dispositions utiles afin de minimiser l'impact du chantier proprement dit sur l'état de la ressource en eau et des écosystèmes aquatiques.

Celui-ci devra prévenir le service chargé de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques au moins 20 jours avant la date prévue pour le démarrage des travaux.

4 . 1 . Dispositions particulières relatives à la protection du poisson : Sans objet

4 . 2 . Précautions particulières et prévention des risques de pollution

Les travaux devront être conduits durant les mois de juillet et août et de façon à ne pas rendre les eaux impropres à leur utilisation.

Le permissionnaire prendra toute disposition utile pour prévenir tout risque de pollution des eaux notamment par hydrocarbures, ciment et matières en suspension.

4 . 3 . Dépôts - Remise en état des lieux

Aucun déchet dû au chantier ne devra être déversé dans le cours d'eau. Les déchets dus au chantier seront évacués régulièrement afin d'éviter tout risque d'emportement par le cours d'eau.

Le permissionnaire remettra en état, après travaux, les terrains concernés par le chantier.

Il sera tenu de réparer sans délai les dégradations ou dommages occasionnés du fait de l'exécution des travaux.

4 . 4 . Prise en compte de l'exploitation hydraulique de la rivière et des risques de crues : Sans objet

4 . 5 . Découverte de déchets

Lors des travaux de terrassements, en cas de découverte de déchets industriels, chimiques, ménagers abandonnés, qui contribuent à la détérioration de l'environnement, à la pollution des eaux ou de l'air, le pétitionnaire devra informer la DRIRE par FAX au 04.79.69.51.61.

4 . 6 . Carences du permissionnaire

En cas de défaillance du permissionnaire dans la mise en oeuvre des dispositions décrites au présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être diligentées, le Préfet mettra celui-ci en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai déterminé.

4 . 7 . Police de l'Eau

Les agents du Service de la Police de l'Eau ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de Police de l'Eau et de la Pêche auront en permanence libre accès au chantier.

Article 5 : VALIDATION DES AMENAGEMENTS REALISES

Le permissionnaire sera tenu d'avertir le service de la police de l'eau et des milieux aquatiques du début et de la fin des travaux.

Le service de la police de l'eau et des milieux aquatiques pourra demander la fourniture de plans de récolement des ouvrages réalisés.

Le Préfet fera savoir au pétitionnaire si les aménagements réalisés ne sont pas conformes aux prescriptions du présent arrêté et prescrira les mesures à mettre en oeuvre pour y remédier.

Article 6 : EVALUATION - SUIVI - ENTRETIEN

Le pétitionnaire sera tenu d'assurer une surveillance de l'état des ouvrages réalisés.

Une inspection détaillée des ouvrages devra notamment être réalisée après chaque crue importante.

Il sera tenu d'assurer l'entretien des aménagements réalisés.

Article 7 : DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant la juridiction administrative dans un délai de 2 mois en ce qui concerne le pétitionnaire à compter de la réception du présent arrêté et de 4 ans pour les tiers à partir de sa publication.

Article 8 : PUBLICITE

Le présent arrêté préfectoral d'autorisation sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie et une copie sera déposée dans les mairies d' Aime et Macôt-La-Plagne pour y être consultée.


Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation , les travaux ou l'activité sont soumis, est affiché en mairies d'Aime et de Macôt-La-Plagne pendant une durée minimum de un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Savoie.

Article 9 : EXECUTION ET NOTIFICATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Savoie ,le Sous - Préfet de l'arrondissement de Albertville, les Maires d'Aime et Macôt-la-Plagne, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Savoie, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée au pétitionnaire.

Pour ampliation,
Par délégation,
Le Chef de Bureau,


Sophie REYNIER



Chambéry, le 16 OCT. 2001

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : *Philippe DIDIER*

Bourg St Maurice, le 09 avril 2010

Agence SAVOIE
Immeuble Le Rochefort
157, Avenue du Stade
B.P. n° 51
73700 Bourg-St-Maurice

SAP
BP 62
73211 AIME CEDEX

Monsieur Matthieu BOUQUET

☎ : 04.79.07.24.17

Fax : 04.79.07.41.87

N/Réf : MB/VJ n° 84

Objet : Réunion du 02 avril 2010

A l'attention de Monsieur Roland COTE

Monsieur,

Je fais suite à notre réunion du 02 avril dernier et vous confirme la possibilité de mettre à disposition, à partir du réseau d'eau, un volume de l'ordre de 100 000 m³/saison (du 1^{er} novembre / N au 28 février / N + 1 environ).

Cette disponibilité s'entend selon les conditions suivantes :

- Débit maximum de 15 l/s (55 m³/h),
- Point de desserte : bêche du trop-plein de l'usine,
- Tarif : selon convention du 26 juillet 2006 et son avenant n° 15.

Cependant, l'alimentation en eau potable reste prioritaire dans le cas d'un étiage sévère ou d'un événement exceptionnel de type « casse de conduite ». D'autre part, cette desserte ne peut être assortie d'une garantie sur le long terme (plus de 5 ans), étant donnée l'incertitude des projets liés à l'extension de bâti sur le site.

Espérant que ces éléments seront de nature à vous satisfaire,

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

L'Adjoint au Directeur de l'agence Savoie
Matthieu BOUQUET

SHE/TE-04-690

ARRETE PREFECTORAL
portant autorisation en application
des articles L214.1 à L214.6 du Code de l'Environnement
pour la réalisation d'un prélèvement sur le captage de la source du
Creux des Fontanettes et d'une réserve en eau dite « du Levasset »
à des fins d'enneigement artificiel

direction
départementale
de l'Équipement
Savoie



Commune de Champagny en Vanoise

LE PREFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Environnement, Partie Législative ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la loi n° 84-512 du 29 juin 1984 modifiée relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles et ses textes d'application ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris pour l'application de l'article 10 de la loi sur l'eau ;

VU la circulaire interministérielle 70/15 du 14 août 1970 modifiée par la circulaire TE/8562 du 29 septembre 1983 relative à l'inspection et à la surveillance des barrages intéressant la sécurité publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1906 portant règlement général sur les cours d'eau non domaniaux ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 1998 relatif à la répartition de la police de l'eau dans le département de la Savoie ;

VU la demande présentée le 4 décembre 2003 par la Société d'Aménagement de la Plagne, en vue d'être autorisée au titre du Code de l'Environnement à réaliser un prélèvement au captage du Creux des Fontanettes et une réserve en eau à des fins d'enneigement artificiel sur le territoire de la commune de Champagny en Vanoise ;

VU l'ensemble des pièces figurant au dossier et en particulier :

- le document d'incidence établi par le bureau d'étude CIME ;
- l'étude géotechnique établie par le bureau d'étude Equaterre (rapport d'octobre 2001) ;
- l'étude de simulation des conséquences de rupture de la retenue établie par E.T.R.M. en date de janvier 2002 ;
- les notes complémentaires réalisées par le bureau ABEST, maître d'œuvre du projet, en date du 12 mai 2004, 15 juillet 2004 et 9 août 2004 ;

VU l'avis défavorable du Conseil Supérieur de la Pêche – Brigade de Savoie en date du 30 juin 2004 ;

VU l'avis du CEMAGREF Unité de recherche (Ouvrages Hydrauliques) d'Aix en Provence en date du 23 juillet 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2004 portant ouverture d'une enquête publique sur la demande visée ci-dessus ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 15 mars 2004 ;

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Équipement - Service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques en date du 11 août 2004 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 7 septembre 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Savoie ;

A R R E T E

Article 1er - AUTORISATION

La Société d'Aménagement de la Plagne - BP n°57 - 73214 La Plagne cedex- est autorisée au titre des articles L214.1 à L214.6 du Code de l'Environnement, à des fins d'enneigement artificiel, à aménager sur le territoire de Champagny en Vanoise, sur le versant sud de la Grande Rochette – cote 1945, une réserve en eau, dite retenue du Levasset, et à réaliser un prélèvement au captage de la source du Creux des Fontanettes- cote 1465, dans les conditions du présent règlement.

Le prélèvement est autorisé pour un débit maximum de 30 litres par seconde pendant la période du 15 octobre au 31 mars.

Article 2 : CARACTERES GENERAUX DE L'AUTORISATION

2 . 1 . Clauses de précarité

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, en application des articles L210.1 et L211.1 du Code de l'Environnement, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

2 . 2 . Responsabilité

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'exécution des travaux et des aménagements.

Le permissionnaire est tenu de s'assurer du bon entretien des aménagements et demeure entièrement responsable de la sécurité du site.

2 . 3 . Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

2 . 4 . Arrêtés complémentaires

Des prescriptions complémentaires, modificatives ou additives à celles prévues par le présent arrêté pourront être édictées à tous moments pour améliorer l'insertion des aménagements dans le milieu aquatique.

Il en sera de même pour définir le cas échéant des précautions relatives à certains aménagements annexes au chantier et qui se révéleraient insuffisamment pris en compte dans le présent arrêté d'autorisation.

Il en sera ainsi s'agissant des dispositions relatives à la surveillance et au contrôle de la sécurité de l'ouvrage.

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité ou à quelconque dédommagement à ce titre.

2 . 5 . Prescriptions générales

Le permissionnaire sera tenu de se conformer aux prescriptions générales susceptibles d'être édictées au niveau national en application de l'article L211.2 du Code de l'Environnement pour les travaux, ouvrages, activités et installations concernés par la présente autorisation.

2 . 6 . Durée de l'autorisation

Les travaux, ouvrages, installations devront être terminés dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté.

A la demande du permissionnaire, des arrêtés complémentaires seront pris le cas échéant afin de prolonger le délai de réalisation conformément aux articles 17 et 18 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993.

2 . 7 . Conformité des aménagements

Les travaux et ouvrages autorisés par le présent arrêté sont ceux présentés par le permissionnaire dans son dossier de demande d'autorisation.

Sauf prescriptions contraires définies dans le présent arrêté, le permissionnaire est tenu de respecter les dispositions prévues dans son dossier de demande d'autorisation.

Tout changement susceptible de modifier de manière notable les caractéristiques, la consistance des travaux et des aménagements autorisés devra être au préalable porté à la connaissance du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques avec tous les éléments d'appréciation.

Dans les cas où les modifications à apporter aux aménagements ne sont pas incompatibles avec les objectifs initiaux fixés par l'arrêté en ce qui concerne la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ou ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients pour les éléments énumérés à l'article L211.1 du Code de l'Environnement, celles-ci pourront faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire dans les conditions prévues par les articles 14 et 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993.

Dans les cas contraires, celles-ci seront soumises aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

Article 3 : AUTORISATION DE VIDANGE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

Le présent arrêté d'autorisation vaut récépissé de déclaration sur l'eau pour les vidanges de plan d'eau (rubrique 2.6.2 du décret nomenclature n° 93-743).

Le permissionnaire est tenu de respecter les prescriptions générales applicables aux opérations de vidange de plans d'eau soumises à déclaration et énoncées dans l'arrêté ministériel du 27 août 1999 annexé au présent arrêté.

Article 4 : AUTORISATION DE VIDANGE AU TITRE DE L'ARTICLE L432.9 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le présent arrêté d'autorisation vaut autorisation pour les vidanges de plan d'eau au titre de l'article L432.9 du Code de l'Environnement.

Le permissionnaire a obligation de prévenir le service de police de la pêche DDAF et la garderie du Conseil Supérieur de la Pêche (CSP) au moins 15 jours avant le début de chaque opération de vidange.

Il est tenu pendant les deux premières années de fonctionnement de la retenue de faire réaliser un suivi global de la vidange.

Ce suivi portera sur la qualité des eaux vidangées (MES,) et le mode de gestion mis en place (débit, volume, temps...) et fera l'objet d'un compte rendu qui sera transmis aux services de la DDAF, de la DDE et du CSP.

Ce suivi devra permettre de valider une gestion appropriée de la vidange de la retenue.

Article 5 : PRESENTATION GENERALE DU PROJET AUTORISE

Le projet autorisé comprend la réalisation, en déblai remblai d'un plan d'eau réservoir implanté sur le versant sud de la Grande Rochette, dans le secteur des Borselliers— cote 1945, à proximité de la ruine du Levasset, sur le territoire de la commune de Champagny en Vanoise et son alimentation en eau assurée par un prélèvement de 30 l/s, réalisé dans le captage de la source du Creux des Fontnettes situé en rive gauche du torrent du Reclard, à la cote 1465 m.

Les réseaux adduction et « neige » installés dans le cadre de ce projet nécessiteront la traversée en deux endroits du ruisseau du Reclard, aux cotes 1400 et 1350.

Retenue collinaire :

La retenue sera réalisée en terrassant le terrain naturel afin de créer une cuvette à fond plat qui sera bordée par une digue (longueur environ 120 m). Celle-ci sera équipée d'une surverse de sécurité de type « déversoir maçonné » dimensionnée pour un événement décennal.

Surface et volume : emprise de 11 000 m² pour une surface d'eau de 5 000 m² et un volume utile de 9 500 m³.

Étanchéité : par géomembrane.

Terrassements : déblais de 23 000 m³ qui seront réemployés en partie pour la réalisation de la digue.

Digues : A l'intérieur, pente de 2 pour 1 et à partir de la risberme de 3 pour 1, avec un sommet de digue constitué d'une plate forme de 4 à 6 m de large. Pente externe de 3 pour 2 et 2 pour 1.

La digue sera équipée d'une surverse de sécurité (cote 1944.15 m) de type béton lisse de 3.50 mètres de large au niveau du déversoir prolongée par une conduite de diamètre 1 000 mm.

Captage :

Le captage sera réalisé à partir de l'ouvrage existant de la prise d'eau potable (altitude 1 465 m) par le perçage d'un diamètre 150 mm dans la chambre.

Traversées du ruisseau du Reclard :

Afin de mettre en place les réseaux neige, deux traversées du ruisseau du Reclard sont prévues aux altitudes 1 350 et 1 400 m.

Les dispositions constructives prévues pour le passage à l'altitude 1 350 m sont la mise en place d'un massif béton sous le lit du ruisseau dans lequel passeront les réseaux, recouvert par un enrochement de protection comblé par béton à mi-hauteur.

En ce qui concerne la traversée à 1 400 m, la solution retenue consiste à créer en sur largeur du pont existant des remontées béton afin de pouvoir intégrer les réseaux en sur largeur.

Des enrochements seront mis en place en rive gauche et à l'aval afin de maintenir les terres de remblais garantissant la mise hors gel de la canalisation.

Article 6 : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU CHANTIER

Indépendamment des prescriptions relatives à la conception des aménagements, le permissionnaire prendra toutes dispositions utiles afin de minimiser l'impact du chantier proprement dit sur l'état de la ressource en eau et des écosystèmes aquatiques.

Celui-ci devra prévenir le service chargé de la Police de l'Eau au moins 15 jours avant la date prévue pour le démarrage des travaux.

6.1 . Dispositions particulières relatives à la protection de la faune et la flore

- Les travaux ne devront pas débuter chaque année avant la date du 1^{er} juillet.
- Les accès aux zones d'intervention devront être étudiés pour minimiser l'impact aussi bien sur le milieu aquatique que sur la végétation.
- Toutes les zones de chantier seront soigneusement balisées.
- Le piquetage de la zone de la retenue sera obligatoirement réalisé en présence d'un agent du Parc National de la Vanoise. A ce titre le pétitionnaire se mettra en contact avec le Parc National de la Vanoise au moins un mois avant l'opération pour convenir de la date choisie pour réaliser le balisage.
- Les travaux à réaliser dans un cours d'eau ou sur ses berges seront réalisés par temps sec et en dehors de la période de reproduction du poisson.
- Le rejet des MES sera limité au maximum notamment par la réalisation de fossés à l'aval des zones de terrassement.

6.2 . Précautions particulières et prévention des risques de pollution

Les travaux devront être conduits de façon à ne pas rendre les eaux impropres à leur utilisation.

Le permissionnaire prendra toute disposition utile pour prévenir tout risque de pollution des eaux notamment par hydrocarbures, ciment et matières en suspension.

De façon générale :

- 1) Les opérations de remplissage et de vidanges des engins de travaux publics devront être réalisées sur des aires spéciales imperméabilisées en dehors des périmètres de protection rapprochés et éloignées du réseau hydrographique.

- 2) Les travaux dans le ruisseau du Reclard seront réalisés à « sec » par la mise en place de buses collectant les écoulements en amont de chaque zone de travaux et les restituant à l'aval.
- 3) Le stockage d'hydrocarbures sera minimum. Tous les produits susceptibles de polluer (hydrocarbures, chimiques) seront conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation et stockés sur des bacs de rétention. La distribution du carburant se fera exclusivement par pompage.
- 4) Il sera mis en place un plan de circulation permettant de limiter la création de pistes et le risque d'accident. Ce plan devra être soumis à l'avis du Parc National de la Vanoise.
- 5) Des WC chimiques seront installés pour les ouvriers.
- 6) Tout dépôt de déchets (ordures, immondices) sera pros crit.

Pour la retenue, en particulier :

- 1) Le pétitionnaire devra faire construire en premier les tranchées drainantes permettant de récupérer les eaux provenant de l'amont pour les diriger vers les exutoires aval (venues qui devront être soigneusement drainées et collectées).
- 2) Les tirs de mines systématiques seront interdits.

6 . 3 . Dispositions spécifiques aux captages

Les dispositions données dans l'arrêté préfectoral du 13 août 2003 modifiant l'arrêté du 23 novembre 2000 portant déclaration d'utilité publique seront scrupuleusement respectées, notamment dans le cadre des travaux à réaliser dans le périmètre de protection rapproché du captage du Creux des Fontanettes.

Dans le périmètre de protection immédiat du captage du Creux des Fontanettes, aucune excavation n'est autorisée ; les réseaux seront installés conformément aux dispositions données dans le dossier d'autorisation.

6 . 4 . Dépôts - Remise en état des lieux

Le permissionnaire remettra en état, après travaux, les terrains concernés par le chantier.

Il sera tenu de réparer sans délai les dégradations ou dommages occasionnés du fait de l'exécution des travaux.

6 . 5 . Prise en compte des risques de crues

Aucun stock de matériaux temporaire ou permanent, aucune zone de stationnement ne pourront être implantés dans le lit du ruisseau du Reclard.

Les travaux dans le lit du cours d'eau et sur ses berges seront réalisés par temps sec.

6 . 6 . Découverte de déchets

Lors des travaux de terrassements, en cas de découverte de déchets industriels, chimiques, ménagers abandonnés, qui contribuent à la détérioration de l'environnement, à la pollution des eaux ou de l'air, le permissionnaire devra informer la DRIRE par FAX au 04.79.69.51.61.

Le pétitionnaire est tenu de les récupérer, de procéder à leur identification et d'assurer leur élimination dans des installations de traitement agréées.

6 . 7 . Carence du permissionnaire

En cas de défaillance du permissionnaire dans la mise en oeuvre des dispositions décrites au présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être diligentées, le Préfet mettra celui-ci en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai déterminé.

6 . 8 . Police de l'Eau

Les agents du Service de la Police de l'Eau ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de Police de l'Eau et de la Pêche auront en permanence libre accès au chantier.

Article 7 : MESURES COMPENSATOIRES

Le pétitionnaire est tenu de mettre en place un suivi du débit du ruisseau du Reclard et de la source du Creux des Fontanettes sur les trois années consécutives à partir de la date de mise en fonctionnement du pompage du Creux des Fontanettes.

Ce suivi se fera par la mise en place de deux dispositifs de mesures des débits sur le ruisseau du Reclard en amont et à l'aval de la source pendant la période de mi-décembre à mi-avril.

Les résultats seront communiqués aux services de la DDE et de la DDAF après chaque période.

A l'issue de ce suivi, le débit de prélèvement pourra être modifié pour tenir compte d'une éventuelle diminution des débits mesurés.

Le pétitionnaire devra effectuer une revégétalisation de toutes les zones « touchées » par les travaux suivant le protocole donné dans le dossier d'autorisation.

Il plantera en amont de la retenue un rideau d'arbres et recouvrira par de la terre végétale les enrochements prévus dans le talweg d'évacuation des eaux.

Article 8 : VALIDATION DES AMENAGEMENTS REALISES

Le permissionnaire sera tenu d'avertir le service de la police de l'eau et des milieux aquatiques du début et de la fin des travaux.

Le plan de récolement des ouvrages réalisés ainsi qu'un rapport sur le déroulement du chantier sera transmis au service chargé de la police de l'eau en même temps que l'avis de fin de travaux.

Le Préfet fera savoir au permissionnaire si les aménagements réalisés ne sont pas conformes aux prescriptions du présent arrêté et prescrira les mesures à mettre en œuvre pour y remédier.

Article 9 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DE L'OUVRAGE

Principes de remplissage du plan d'eau

La retenue sera alimentée avec l'eau provenant du pompage du Creux des Fontanettes.

Du 1^{er} avril au 14 octobre le niveau maximum de l'eau sera maintenu à la cote 1938.00, c'est à dire un mètre au-dessus du niveau du fond du lac. La régulation de ce niveau sera assurée par le système de vidange.

Dans la période d'exploitation, le niveau maximum de l'eau sera remonté à la cote 1944.00 m. Ce niveau sera contrôlé par des capteurs de niveau.

Un compteur d'eau sera mis en place sur le réseau d'alimentation de la retenue. Ce compteur enregistrera les volumes d'eau utilisés et les périodes d'utilisation.

La retenue sera équipée d'un système de bullage afin de limiter la formation de glace en surface.

Vidange ordinaire et vidange rapide :

Elles seront assurées par une conduite mise en place depuis le fond du lac jusqu'au ruisseau du Reclard.

Une vanne implantée dans un regard au pied du lac permettra d'ouvrir le réseau en fonction de la vidange à effectuer.

Les vidanges ordinaires ne seront réalisées que par temps sec, pendant la période autorisée.

La vidange rapide sera assurée par ouverture totale de la vanne (débit calibré à 45 m³/h) ce qui permettra une vidange complète en moins de 10 jours.

Article 10 : CLASSEMENT AU TITRE DES BARRAGES INTERESSANT LA SECURITE PUBLIQUE

L'ouvrage projeté par la Société d'Aménagement de la Plagne, autorisé par le présent arrêté préfectoral, est classé comme intéressant la sécurité publique au titre de la circulaire modifiée n°70-15 du 14 août 1970 .

Ce classement justifie notamment les mesures de surveillance et d'inspection décrites dans les articles suivants du présent arrêté.

Article 11 : AMENAGEMENTS AUTORISES – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Les travaux seront conduits dans les règles de l'art dans le plus strict respect des dispositions constructives et contrôles décrits dans le dossier d'autorisation remis par le pétitionnaire en décembre 2003.

Les principales caractéristiques des ouvrages sont les suivantes :

11 . 1 Calage altimétrique

- * Niveau normal des eaux - Hiver: 1944.00 m
- * Niveau normal des eaux – Été : 1938.00 m
- * Niveau du déversoir de sécurité : 1944.15 m
- * Niveau de la crête de digue : 1945.00 m
- * Cote du fond de la retenue : Point bas 1937.00 m ; Point Haut 1938.320 m
- * Cote de la risberme : 1943.50 m

11 . 2 Caractéristiques dimensionnelles de la réserve en eau

- * Volume stocké : 9.500 m³
- * Superficie : 5.000 m²

11.3 Digue

Création d'une digue en matériaux compactés prélevés sur le site

- * Largeur en crête : entre 4 et 6 m
- * Hauteur maximale du remblai de la digue au-dessus du terrain naturel : 6.00 m environ
- * Pente des talus de la digue face extérieure : 3/2
- * Pente des talus de la digue face intérieure : 2/1 avec la création d'une risberme à la cote 1943.50. La pente de la digue située au-dessus de la risberme est de 3/1.

11.4 Déversoir de sécurité

Un déversoir de sécurité à surface libre en béton lisse complété par un busage de diamètre 1000 mm permettra l'évacuation des eaux excédentaires jusqu'à la Combe de Géicha. Cet ouvrage sera dimensionné pour évacuer la crue décennale estimée à 1,00 m³/s.

L'ouvrage sera composé des éléments :

Seuil d'évacuation des crues,
Mise en vitesse et entonnement
Buse de diamètre 1000 mm
Ouvrage brise charge

Caractéristiques :

- Passage de digue (Alt : 2361.70 m) : ouvrage en béton lisse (jusqu'à 1 m sous le niveau de la crête de digue du côté réservoir) de 3.50 mètres de large. Le sommet de seuil sera arrondi avec un chanfrein circulaire de 0.5 minimum. Les berges du déversoir seront protégées de l'érosion sur toute leur hauteur par un perré en béton (fruit de 1H/1V).
- Entonnement avec la buse : l'ouvrage de transition sera réalisé en béton lisse dans la continuité du seuil et présentera une dénivelée de 2 m.
- La zone de transition débutera à 1 m de la crête de seuil et se prolongera sur 6 m. La hauteur de la section passera progressivement à 1 m.
- La buse : buse de diamètre intérieur 1000mm posé rectiligne jusqu'à l'ouvrage brise charge.
- Ouvrage brise charge : regard créé dans l'axe du talweg de 3 m sur 3 m avec une plaque acier de 4 m² centrée sur l'axe de la buse.

A l'aval de l'ouvrage deux buses de diamètre 1200 évacueront l'eau dans le talweg.

L'ouvrage sera protégé par des enrochements (blocs de 400 à 4000 kg avec un poids moyen minimum de 1 500kg) disposé sur deux couches. Cette protection aura une largeur de 6 m.

11.5 Evacuation des crues ordinaires

Une prise d'eau sera aménagée à l'altitude 1944.10 pour l'évacuation des crues ordinaires, par l'intermédiaire d'une canalisation implantée dans le corps de la digue.

La prise d'eau sera constituée d'un seuil déversant d'une longueur de 3 m et d'un chenal maçonné (largeur de 30 cm avec une pente longitudinale de 5%).

Celui-ci sera prolongé ensuite par une canalisation fonte $\Phi 200$ se raccordant au regard de vidange et de contrôle des drains. Les eaux seront ensuite évacuées par une canalisation fonte $\Phi 300$ vers le ruisseau du Reclard.

11 . 6 Dispositif d'étanchéité et système de drainage

* Etanchéification du corps de la digue par mise en place d'une géomembrane placée sur la totalité de la surface mouillée de l'ouvrage plus une marge d'une hauteur de 0.80 m, posée sur un géotextile de 1000 gr/m². Dans sa partie sommitale la géomembrane sera recouverte d'un géotextile 1000 gr et de matériaux de confinement.

L'assemblage des lés sera assuré par double soudure avec vide d'air entre les deux.

* Mise en place d'un système de drainage défini par :

- Pente en fond de retenue ;
- Tranchée drainante en fond d'ouvrage de 60 cm d'épaisseur minimum ;
- Tranchée drainante sur le chemin de digue pour récupération des eaux provenant des talus de déblais complétée si nécessaire par des masques drainants ;

Les tuyauteries auront au minimum les sections suivantes :

- drain systématiquement en $\Phi 140$,
- évacuation sous digue en $\Phi 200$ fonte,
- évacuation drain de surface $\Phi 300$.

- D'une manière générale, un soin particulier sera apporté à la mise en œuvre de ces dispositifs tels qu'ils sont décrits dans le dossier remis par le pétitionnaire.
- Le pétitionnaire validera ou modifiera le plan retenu avec le service police de l'eau suite aux terrassements après définition précise des zones d'écoulement et des débits.

11 . 7 Autres ouvrages

- Mise en place d'une clôture sur le périmètre de retenue afin d'éviter tout accès du public sur le site. Cette clôture sera vérifiée régulièrement (au moins une fois par semaine) et toujours maintenue opérationnelle par le pétitionnaire. Ce dispositif sera complété avec la mise en place de panneaux notifiant l'interdiction de l'accès à la retenue et son utilisation exclusive.
- Réseaux : Mise en place de 4 conduites qui traversent la digue :
 - Évacuation drainage.
 - Réseau neige de culture et alimentation du lac.
 - Réseau vidange.
 - Conduite évacuation pour crues ordinaires

Ces réseaux rejoindront le regard de pied de lac où la conduite neige sera équipée de :

Une vanne de sécurité
Une vanne d'isolement
Une vanne de survitesse ou un diaphragme.

Article 12 : AMENAGEMENTS AUTORISES – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX CONDITIONS DE REALISATION DES AMENAGEMENTS

Les travaux seront conduits dans le plus strict respect des dispositions relatives aux conditions de réalisation du chantier telles qu'elles sont exposées dans le dossier remis par le pétitionnaire en décembre 2003. Notamment le chantier fera l'objet d'un suivi géotechnique spécifique par un bureau d'études spécialisé.

Le pétitionnaire sera tenu d'informer régulièrement le service de l'Etat chargé du contrôle, de l'état d'avancement du chantier et de lui adresser les principaux comptes rendus de chantier.

Il informera également ce service sans délai de tout incident ou de toute sujétion particulière susceptible de rendre nécessaires des modifications dans la conception des ouvrages.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire, qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

Le service de l'Etat chargé du contrôle devra être informé de la date du démarrage du premier remplissage avec un délai préalable de 15 jours.

Article 13 : MODALITES D'EXPLOITATION, DE SURVEILLANCE ET DE CONTROLE DE L'OUVRAGE

13 . 1 Consigne d'exploitation

Le remplissage de la retenue sera automatiquement asservi au niveau haut de la retenue par un système de capteurs de niveau qui arrêtera le remplissage dès que le niveau normal des eaux sera atteint.

Le niveau normal maximal des eaux dans la retenue est fixé à la cote 1944.00 à l'exception de la période du 1^{er} avril au 14 octobre durant laquelle celui-ci est amené à la cote maximum 1938.00.

Ce niveau sera régulé par la conduite de vidange $\Phi 200$ qui sera fermée par une vanne hors période de fonctionnement.

13 . 2 Surveillance et auscultation normale des ouvrages

Le pétitionnaire a obligation d'avoir de façon permanente des systèmes de surveillance et d'auscultation opérationnels et de collecter les données relatives à la surveillance et d'auscultation d'une manière rigoureuse suivant les périodicités énoncées ci-après.

13 . 2 . 1 Collecte des données

Surveillance du système de drainage :

Dans le cadre de l'exploitation normale de la retenue, surveillance bi mensuelle du débit des drains au niveau du regard de visite, avec prise de mesure, ce qui nécessitera une accessibilité continue de la chambre de mesures des drains.

Chaque automne avant début de période de remplissage, un examen visuel du regard étanche situé dans le fond du lac sera réalisé (présence d'eau...). Au besoin, il appartiendra au pétitionnaire de réaliser des traçages afin de vérifier l'absence d'anomalie dans les circulations d'eau à partir de ce regard.

Mesure du niveau de l'eau :

En période d'utilisation de la retenue, une mesure en continu du niveau de l'eau dans la retenue sera assurée par l'intermédiaire de capteur de pression sur la conduite de départ du réseau neige. En plus, un dispositif de mesure manuelle sera installé dans le plan d'eau (marquage sur la géomembrane).

Mesure des débits entrant et sortant :

En période hivernale : Mesure en continu des débits entrant et sortant de la retenue qui seront enregistrés grâce à un compteur relié au système de gestion.

En période estivale : un contrôle visuel sera effectué après chaque événement pluvieux important. Il sera notifié dans le registre du barrage.

Inspection du système d'étanchéité:

Avant le remplissage, auscultation visuelle des soudures apparentes de la géomembrane afin de déceler toute anomalie.

Cette inspection donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu écrit. Cette auscultation sera accompagnée de mesures de contrôle des doubles soudures des lés tous les trois ans.

Surveillance topographique :

Des points de surveillance topométrique seront mis en place et feront l'objet d'un suivi avec une périodicité annuelle durant les trois premières années, puis avec une périodicité triennale.

Ces points qui seront définis lors du premier remplissage devront être bien identifiables et la justification de leur emplacement et de leur nombre sera transmise au service de l'Etat chargé du contrôle.

Surveillance et inspection des abords :

Une surveillance périodique et au minimum annuelle des abords du plan d'eau sera réalisée, de préférence lorsque la retenue sera à son niveau nominal afin notamment d'observer d'éventuelles arrivées d'eaux ou la formation de mouille en aval de la digue.

Ces observations seront comparées avec l'état initial de référence qui aura fait l'objet d'une description détaillée à la fin du chantier et avant la première mise en eau et qui sera consignée dans le dossier du barrage visé à l'article 14 du présent arrêté.

Inspection visuelle du parement aval, de la crête du barrage et de l'évacuateur de crue

Inspection visuelle périodique du parement aval, de la crête du barrage et de l'évacuateur de crue afin de déceler toute anomalie telle que suintement, tassement différentiel, glissement, fissuration...

13. 2. 2 Exploitation des données

Les mesures des débits entrant et sortant de la retenue ainsi que celles relatives à la cote de l'eau feront l'objet d'une exploitation hebdomadaire de manière à vérifier l'absence d'anomalie en période hivernale.

Toute anomalie émanant du dispositif d'auscultation ou des inspections visuelles devra être immédiatement signalée au service de l'Etat chargé du contrôle.

En cas d'anomalie le pétitionnaire devra alors procéder à des mesures complémentaires (contrôle des piézomètres, des drains...) et en cas de nécessité entreprendre une vidange de l'ouvrage.

13 . 3 Dispositions spécifiques au premier remplissage

Une surveillance visuelle de l'ouvrage et de ses abords sera réalisée durant toute la période du premier remplissage. Cette surveillance journalière portera également sur la mesure du débit des drains.

Un suivi topographique sera réalisé au fur et à mesure du remplissage de la retenue afin d'observer d'éventuelles déformations superficielles de l'ouvrage ainsi que de celle des fondations et des rochers environnants.

Ces relevés topographiques précis seront réalisés au minimum :

- * retenue vide avant tout remplissage (état initial de référence)
- * retenue à la cote 1944.00 niveau normal

A l'issue de ces campagnes de mesures, le pétitionnaire arrêtera la liste des repères qui serviront à la réalisation du suivi topographique ultérieur tel que décrit au 13.2.1 du présent arrêté.

Article 14 : REGISTRE DU BARRAGE – DOSSIER DU BARRAGE – TRANSMISSION DES INFORMATIONS

14 . 1 Constitution du dossier du barrage

Dès la fin de la première mise en eau de la retenue, le propriétaire du barrage devra constituer et tenir à jour un dossier contenant :

- les plans d'exécution détaillés conformes à l'exécution, les relevés de fond de fouille, les résultats des sondages, les comptes rendus des investigations géologiques, hydrologiques, géophysiques et autres ;
- les documents descriptifs du dispositif d'auscultation ;
- les documents descriptifs détaillés du dispositif de suivi de l'exploitation de la retenue (niveaux, débits, manœuvre des ouvrages d'évacuation) ;
- les résultats des mesures d'auscultation et les rapports d'interprétation des mesures.

14 . 2 Registre du barrage

Le propriétaire du barrage tiendra, dès la mise en service de l'ouvrage, dans les locaux occupés les plus proches de l'ouvrage et hors de portée de toute inondation, un registre sur lequel seront mentionnés au fur et à mesure, avec indication des dates :

- * les renseignements relatifs à l'exploitation de la retenue (remplissage, vidange, remise en eau...)
- * les manœuvres de vannes effectuées
- * l'ensemble des données et des informations recueillies dans le cadre de la surveillance (au minimum les données précisées au 13.2 du présent arrêté)
- * les incidents constatés (fuites, fissures, ...)
- * les travaux d'entretien et de réparation effectués.

14 . 3 Transmission des résultats de la surveillance

Le propriétaire du barrage sera tenu d'adresser au service de l'Etat chargé du contrôle toutes les années dans le courant du mois de septembre **un rapport annuel d'exploitation** de l'ouvrage incluant tous les renseignements utiles sur l'exploitation de l'ouvrage et tous les résultats et interprétations des mesures d'auscultation effectuées.

Ce rapport est à produire par un bureau d'ingénierie qualifié.

Une copie de ce rapport sera adressée à M. le Préfet (DATE-BEAU) et à M. Le Maire de Champagny en Vanoise.

Le rapport inclura tous les deux ans une analyse plus approfondie de l'évolution du comportement de l'ouvrage et statistique détaillée des données d'auscultation.

Article 15 : VISITES ANNUELLES - VIDANGES DECENNALES

Une visite annuelle sera effectuée par le service de l'État chargé du contrôle en présence du propriétaire dûment convoqué et d'un représentant de la commune de Champagny.

Elle comporte notamment un examen visuel du barrage, le contrôle de l'état de fonctionnement des ouvrages de drainage, du bon état d'entretien et de fonctionnement des organes d'évacuation des crues et des organes de vidange, du bon fonctionnement des dispositifs d'auscultation, de l'exécution correcte des mesures par le propriétaire ainsi que la vérification du registre d'exploitation du barrage.

Un procès-verbal de la visite est établi par le service de contrôle et soumis au propriétaire pour observations et visa.

Une vidange décennale, dont la première interviendra moins de cinq ans après la première mise en eau du barrage, sera effectuée en présence du service de l'Etat chargé du contrôle et du propriétaire dûment convoqué.

Cette vidange décennale donnera lieu à un examen approfondi de l'état des ouvrages et notamment des parties des ouvrages habituellement noyées. Le contenu des investigations correspondantes sera proposé pour avis au service chargé du contrôle au moins six mois avant la date de la vidange.

Article 16 : DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant la juridiction administrative dans un délai de 2 mois en ce qui concerne le permissionnaire et de 4 ans pour les tiers.

Article 17 : PUBLICITE

Le présent arrêté préfectoral d'autorisation sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie et une copie sera déposée à la mairie de Champagny en Vanoise pour y être consultée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis, sera affiché à la mairie de Champagny en Vanoise pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Savoie.

Article 18 : EXECUTION ET NOTIFICATION

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Savoie,
- Le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Albertville ,
Le Directeur Départemental de l'Équipement,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Maire de la commune de Champagny en Vanoise,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au permissionnaire.

Chambéry, le **25 OCT. 2004**

LE PREFET,

**Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général**

A handwritten signature in black ink, consisting of a long, sweeping horizontal stroke followed by a vertical stroke and a small flourish.

Jean-Michel PORCHER

PREFECTURE DE LA SAVOIE

Direction de l'administration territoriale
et de l'environnement
Bureau de l'environnement
et du développement durable

**ARRETE PREFECTORAL
PORTANT AUTORISATION COMPLEMENTAIRE AU TITRE DES ARTICLES
L 214-1 A L 214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**INSTALLATION D'UNE PRISE D'EAU COMPLEMENTAIRE
AU CAPTAGE DU CREUX DES FONTANETTES
S'INSCRIVANT DANS LE CADRE
DE LA PRODUCTION DE NEIGE DE CULTURE
AU PROFIT DE LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE LA PLAGNE**

TRAVAUX REALISES SUR LA COMMUNE DE CHAMPAGNY EN VANOISE

LE PREFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement, Livre II - Titre I et Livre IV - Titre III ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1906 portant règlement général sur les cours d'eau non domaniaux ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 portant autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement de la réalisation d'un prélèvement sur le captage de la source du Creux des Fontanettes, à des fins de production de neige de culture au profit de la Société d'Aménagement de la Plagne (SAP) ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2005 portant organisation administrative dans le domaine de l'eau dans le département de la Savoie ;

VU la demande présentée le 7 mai 2007, complétée le 19 mai 2008, par la Société d'Aménagement de La Plagne (SAP), visant à compléter l'arrêté d'autorisation initiale du 25 octobre 2004 susvisé ;

VU le rapport du service chargé de la police de l'eau de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt du 23 mai 2008 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 3 juin 2008 ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 susvisé prévoit la possibilité d'apporter certaines modifications aux aménagements en place, dans le respect de la réglementation et des prescriptions édictées par ledit arrêté ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Savoie ;

ARRETE

Article 1 : GENERALITES

Le présent arrêté est complémentaire à l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 portant autorisation d'un prélèvement d'eau sur le captage du Creux des Fontanettes sis sur la commune de Champagny en Vanoise, réalisé dans le cadre de la production de neige de culture au profit de la Société d'Aménagement de La Plagne.

Toutes les dispositions figurant dans l'arrêté susvisé restent intégralement applicables sauf dispositions modifiées explicites du présent arrêté.

La Société d'Aménagement de la Plagne (SAP) – BP 57 – 73214 La Plagne Cedex, ci-après dénommée le permissionnaire, est autorisée à installer une prise d'eau complémentaire au captage du Creux des Fontanettes utilisée à des fins de production de neige de culture, pour la positionner 50 mètres plus en aval dans le ruisseau des Fontanettes avant sa jonction avec le torrent du Reclard.

Les ouvrages seront conçus de manière à ce que la somme des débits dérivés au droit de chaque prise d'eau reste limitée à 30 litres/seconde. Les débits excédentaires seront restitués au milieu naturel au niveau de chaque ouvrage de prise.

L'autorisation est accordée pour la période du 15 octobre au 31 mars, telle qu'elle a été définie dans l'arrêté initial du 25 octobre 2004.

1-1 Contexte réglementaire

Le projet est soumis à déclaration au titre des articles L214-1 et suivants du code de l'environnement, en application des rubriques suivantes de la nomenclature de l'article R 214-1 du même code :

Rubrique	Libellé	régime
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 2° Un obstacle à la continuité écologique : a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation Autorisation b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation Déclaration	Déclaration

3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m Autorisation 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m Déclaration	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères Autorisation 2° Dans les autres cas Déclaration	Déclaration

1-2 Durée de l'autorisation

Les travaux, ouvrages, installations devront être terminés dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

A la demande du permissionnaire, des arrêtés complémentaires seront pris le cas échéant afin de prolonger le délai de réalisation conformément aux articles R 214-20 et R 214-21 du code de l'environnement.

1-3 Conformité des aménagements

Les travaux, ouvrages, installations autorisés par le présent arrêté sont ceux présentés par le permissionnaire dans son dossier de demande d'autorisation complémentaire.

1-4 Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 2 : ORGANISATION TECHNIQUE DU CHANTIER

Le permissionnaire est tenu de respecter les règles de l'art ainsi que les dispositions prévues au cahier des clauses environnementales.

Article 3 : DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception en ce qui concerne le permissionnaire et de quatre ans à compter de sa publication en ce qui concerne les tiers.

Article 4 : PUBLICITE

Le présent arrêté d'autorisation sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie.

Un extrait du présent arrêté complémentaire sera affiché en mairie de Champagny en Vanoise pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un procès-verbal établi par Monsieur le Maire de Champagny en Vanoise.

Un dossier relatif à l'opération autorisée sera mis à la disposition du public à la préfecture ainsi qu'en mairie de Champagny en Vanoise pendant deux mois à compter de la publication de l'arrêté.

Un avis relatif à l'autorisation délivrée sera inséré, par les soins du préfet et aux frais du permissionnaire, dans deux journaux diffusés dans le département de la Savoie.

Le présent arrêté complémentaire sera mis à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la Savoie pendant une durée minimale d'un an.

Article 5 : EXECUTION ET NOTIFICATION

- La secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,
- La sous-préfète de l'arrondissement d'Albertville,
- Le maire de Champagny en Vanoise,
- Le chef du service départemental de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques,
- Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

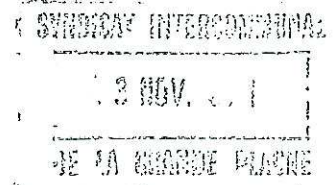
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chambéry, le **24 JUIN 2008**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Josiane CHEVALIER



**Département de la Savoie
Syndicat Intercommunal de la Grande
Plagne**

**Convention de mise à
disposition de la source de la
mine**

Département de la Savoie

Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne

Convention de mise à disposition de la source de la mine

Entre :

Le Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne (S.I.G.P.), ci-après dénommé "la Collectivité", représenté par son Président, Monsieur Richard BROCHE, autorisé à la signature des présentes par délibération du Conseil Syndical en date du 06/12/2011, 2011,

d'une part,

Et :

La Société Eau et Chaleur en Haute Montagne (E.C.H.M.), société en commandite par actions au capital de 2 807 840 euros, dont le siège social est situé 67 quai Charles de Gaulle – 69414 LYON CEDEX 06, ci-après dénommée "le Déléataire", représentée par son Directeur de centre opérationnel Dauphiné Savoie, Olivier ROQUET,

d'autre part,

Et :

La Société d'Aménagement de la station de la Plagne (S.A.P.), société anonyme au capital de 2 157 776 euros, ci-après dénommée "SAP", immatriculée au registre du commerce de Chambéry sous le numéro B076220011 et représentée par son Directeur Général, Monsieur Jérôme GRELLET,

d'autre part.

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

2
K
AS
4

EXPOSE

Le Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne a confié l'exploitation de ses services de distribution publique d'eau potable et d'assainissement à la société E.C.H.M. par traité d'affermage en date du 27 avril 1978.

La Collectivité a procédé à la rehausse des ouvrages de retenue d'eau du site des Blanchets afin d'accroître la capacité de production du service. De ce fait, la source de la mine n'est utilisée désormais qu'en secours.

La SAP a demandé par ailleurs à pouvoir utiliser la ressource de la mine lorsque celle-ci n'est pas mobilisée pour le service d'eau potable.

La présente convention règle les modalités de mise en œuvre des accords négociés entre les parties.

Article 1. Périmètre d'intervention

Les ouvrages concernés restent propriété du SIGP et demeurent sous la responsabilité de l'exploitant ECHM dans le cadre du contrat d'affermage en vigueur. Il s'agit de :

1. la source de la mine,
2. la station de pompage,
3. la conduite de refoulement,

tels que ces équipements sont figurés sur le plan ci-joint en annexe.

La SAP réalisera à proximité du réseau d'eau potable un regard de maillage entre la conduite de refoulement de la Mine et son réseau à neige. Ce maillage demeurera fermé par défaut et l'ouverture s'effectuera manuellement par les agents du Délégué sur demande de la SAP, formulée par écrit au moins 2 jours à l'avance.

L'utilisation de la source de la mine restera affectée en priorité au service de l'eau potable. Le Délégué reste maître de son utilisation et se réserve le droit de l'utiliser en totalité à cet usage et sans préavis dans le cadre de situation de crise sur le réseau d'eau potable. Cependant, dans ce cas, le Délégué devra en informer la SAP dès que possible.

Les équipements en service sont réputés d'une capacité suffisante pour répondre aux besoins de la SAP. Ils ne feront l'objet d'aucune modification, et leur entretien ainsi que le suivi qualitatif de la source restent à la charge du Délégué.

Article 2. Prix et tarif de base

En contrepartie des charges liées au pompage de l'eau, dès l'entrée en vigueur de la présente convention, le barème de base en vigueur pour l'utilisation de l'eau issue de la



source de la mine facturé par le Déléataire à la SAP, établi hors taxes et redevances est le suivant :

Part proportionnelle hors taxe : 0,224 €/m³ d'eau mise à disposition de la SAP. Le compteur servant de base à la facturation est celui de la station de pompage de la mine.

Cette redevance sera facturée annuellement à terme échu.

Article 3. Evolution du tarif de base : le tarif Déléataire

Les rémunérations effectivement appliquées chaque semestre résulteront du produit des valeurs de base définies à l'article 2 du présent avenant par le coefficient :

$$K/K_0$$

où :

K désigne le coefficient décrit à l'article 4 de l'avenant n° 17, pris en valeur connue 1^{er} jour de la période de facturation considérée

et où :

K₀ désigne la valeur de ce coefficient à la date du 22/08/2011, soit : 1,158768.

Article 4. Durée – Date d'effet

La présente convention, qui ne modifie pas la durée de l'affermage avec le Déléataire, prend effet à la date de sa signature par les parties ou, si elle est postérieure, à la date à laquelle elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 5. Annexe

Annexe 1 : plan des équipements

Fait en triple exemplaire,

A Aime, *Macot*

A Macot, le 17/01/11

A Lyon,

Le Président du Syndicat
Intercommunal de la Grande
Plagne,

Le Directeur Général de
la SAP,

Le Représentant de la Société
E.C.H.M.,


Richard BROCHE

**SOCIETE D'AMENAGEMENT DE
LA STATION DE LA PLAGNE**

Au capital de 2 157 776 euros
BP 57
La Plagne - 73214 Aime Cedex
RCS Chambéry B 076 220 011 - APE 602C

Jérôme GRELLET


Bruno GIRAUDEL

Le 14/12/2011



...the

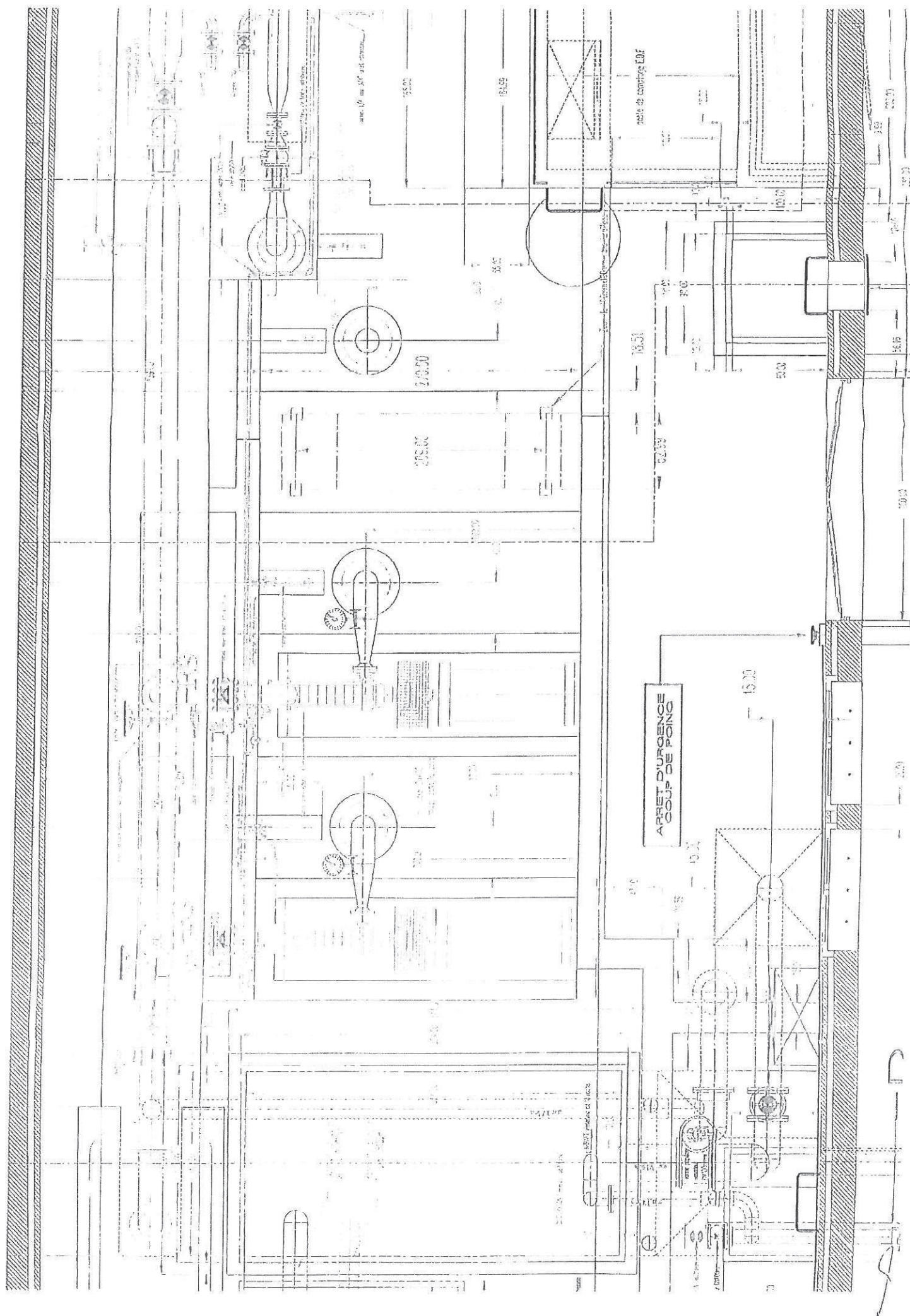
TECHNOALPIN®
snow chains

Timber

WP 1000

Abbildung 1 zeigt die wesentlichen Merkmale der beiden Systeme. Die beiden Systeme sind als *integrated systems* bezeichnet, weil die beiden Systeme als ein einziges System betrachtet werden können. Die beiden Systeme sind als *integrated systems* bezeichnet, weil die beiden Systeme als ein einziges System betrachtet werden können. Die beiden Systeme sind als *integrated systems* bezeichnet, weil die beiden Systeme als ein einziges System betrachtet werden können.

www.technoalpin.com



SYNDI

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

Nombre de délégués titulaires du SIGP : 12
Nombre de délégués suppléants du SIGP : 4

Date de convocation : 29/11/2011
Date d'affichage : 30/11/2011

Nombre de membres présents : 10
Nombre de suffrages exprimés : 6

Délibération n° 2011-88

L'an deux mil onze, le 06 décembre à 19 H, le comité syndical légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire à MACOT-LA PLAGNE, sous la présidence de Monsieur Richard BROCHE.

Présents :

AIME : M. Jean-Pierre CHENU, titulaire
M. Jean-Yves DUBOIS, titulaire
M. Michel GENETTAZ, titulaire.

BELLENTRE : M. Anthony FAVRE, titulaire
M. Bernard VILLIEN, titulaire
M. Francis DANCRE, suppléant.

CHAMPAGNY : M. René RUFFIER-LANCHE, titulaire
M. Philippe PELICAN, suppléant.

MACOT : M. Richard BROCHE, titulaire
M. Bernard AUBONNET, titulaire
M. Yves BRIANCON, titulaire
M. Joël OUGIER-SIMONIN, suppléant.

Excusés : MM. Olivier RIMBAULT, suppléant AIME, Jean-Paul DAVID, titulaire BELLENTRE, Vincent RUFFIER des AIMEs et Denis TATOUD, titulaires CHAMPAGNY.

Secrétaire de séance : M. Anthony FAVRE, titulaire BELLENTRE.

OBJET : administration générale : convention entre le SIGP, la SAP et ECHM pour la mise à disposition de la source de la Mine (ajout à l'ordre du jour).

COMPETENCES OPTIONNELLES EAU ET ASSAINISSEMENT COLLECTIFS

Vu l'arrêté portant modification des statuts du Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne du 26 février 2008.

Vu l'article 1.2 des statuts du Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne qui précise les compétences à la carte, seuls les délégués des communes membres ayant opté pour le transfert de la compétence au titre de cet article, prendront part au vote, à savoir les communes d'Aime et de Macot-la-Plagne.

.../...

M. LE PRESIDENT :

Rappelle que le SIGP a confié l'exploitation de ses services de distribution publique d'eau potable et d'assainissement à la société ECHM, par traité d'affermage en date du 27 avril 1978.

Signale que les travaux relatifs à l'augmentation de la capacité de stockage d'eau potable sur le site des Blanchets en altitude d'une part, et la présence d'antimoine dans la source de la Mine d'autre part, permettent d'autoriser le délégataire à utiliser ponctuellement cette ressource pour alimenter le réseau de neige de culture.

Présente le projet de convention et propose au comité syndical qu'il l'autorise à signer ladite convention.

LE COMITE SYNDICAL, après délibération et à l'unanimité :

Approuve les termes de la convention.

Autorise le président à la signer.

Charge le président de notifier la présente délibération à la SAP et à ECHM.

AINSI DELIBERE.

Le président,
Richard BROCHE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE LA GRANDE PLAGNE
B.P. 62
73211 AIME CEDEX



0479099967

Département de la Savoie
Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne

**Avenant n° 15 au traité pour l'exploitation
par affermage des services de distribution
publique d'eau potable et d'assainissement
(service de l'eau potable)**

Entre :

Le **Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne**, ci-après dénommé "la Collectivité", représenté par son Président Monsieur Auguste PICOLLET, autorisé à la signature des présentes par délibération en date du 13 décembre 2006,

d'une part,

Et :

La **Société Eau et Chaleur en Haute Montagne (E.C.H.M.)**, société en commandite par actions au capital de 2 807 840 euros, dont le siège social est situé 67 quai Charles de Gaulle – 69414 LYON CEDEX 06, ci-après dénommée "le Délégataire", représentée par son gérant Monsieur Gérard BOURDONNAY,

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

0479099967

EXPOSE

Le Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne a confié l'exploitation de ses services de distribution publique d'eau potable et d'assainissement à la société E.C.H.M. par traité d'affermage en date du 27 avril 1978, complété par treize avenants, le dernier (relatif au service des eaux) en date du 5 avril 2005.

La Société d'Aménagement de la Plagne (S.A.P.) a construit sur le site du « Col de Forcle » une retenue collinaire d'une capacité de 100 000 m³ destinée à l'alimentation en eau de son réseau de neige de culture.

La S.A.P., pour assurer le remplissage de sa retenue, a sollicité la Collectivité et le Délégué, pour bénéficier de l'excédent des ressources qui servent à l'alimentation en eau potable de l'ensemble des stations de la Grande Plagne par l'intermédiaire de la retenue des Blanchets.

Il est entendu par les parties que la Collectivité, et par conséquent son Délégué, n'ont pas d'obligation de fournir de l'eau à la S.A.P.

Les ressources concernent les captages de la Carrelaz et de Rocher Fendu qui alimentent gravitairement la retenue d'eau potable des Blanchets, ainsi que du secours, par le captage n° 3 de Carrelaz par pompage depuis les Quillis.

L'eau des ressources précitées est en priorité réservée aux besoins en eau potable et donc au remplissage de la retenue des Blanchets.

Toutefois, la Collectivité autorise le Délégué à laisser à la S.A.P., pour le remplissage de la retenue du Col de Forcle, les excédents qui subsisteraient après remplissage complet de la retenue des Blanchets tant dans sa capacité actuelle, 154 000 m³, que future soit environ 400 000 m³.

Le Délégué du service aura pour mission d'assurer et de gérer la restitution à la S.A.P. Cette restitution se fera au niveau du regard de répartition entre le lac des Blanchets et la retenue de Forcle,

Le Délégué aura seul la responsabilité déléguée par la Collectivité de la gestion des captages et des canalisations d'adduction.

Il est entendu que la mise à disposition de 100 % de la ressource ne sera jamais possible, le Délégué ayant l'obligation d'assurer un minimum de renouvellement de l'eau dans le lac des Blanchets ainsi que la compensation des différentes pertes.

La S.A.P. élaborera chaque année au mois de mars un planning prévisionnel souhaité pour le remplissage de la retenue.

Les exploitants respectifs des deux retenues se concerteront pour les vidanges de celles-ci qu'il est interdit d'effectuer simultanément.

Par ailleurs, la Collectivité a décidé la création d'une nouvelle installation de pompage dite des Quillis qu'il convient d'incorporer au périmètre d'affermage.

0479099967

Le présent avenant règle les modalités de mise en œuvre des accords négociés entre les parties.

Article 1. Conditions de fourniture de l'eau à la S.A.P.

La S.A.P. souscritra un abonnement conformément au règlement du service de distribution publique d'eau potable.

L'eau gravitaire est fournie gratuitement par le Délégué dès lors que la livraison s'effectue au niveau du regard de répartition sis entre le lac des Blanchets et la retenue de Forcle. Les volumes seront néanmoins assujettis aux taxes et redevances en vigueur dont en particulier celles décidées par la Collectivité.

La facturation de l'eau pompée (à partir de l'usine de reminéralisation ou au niveau de la Carrelaz) se fera sur les bases décrites ci-après.

Article 2. Ouvrages nouveaux intégrés à l'affermage

La Collectivité a décidé la création dans les ouvrages existants de la nouvelle station de pompage des Quillis comportant :

- La prise d'eau dans le torrent de La Carrelaz ;
- Le génie-civil de la station ;
- L'installation électromécanique dont :
 - * 1 armoire de commande avec automate et télésurveillance
 - * 1 pompe de 35 KW pour 130 m³/h
 - * 1 pompe de 52 KW pour 200 m³/h
 - * 1 pompe de 67 KW pour 248 m³/h
- L'ensemble des accessoires hydrauliques correspondant
- 1 conduite de 600 ml en DN 250 mm polyéthylène
- 1 regard intermédiaire comportant :
 - * 1 vanne de sectionnement en DN 250 mm
 - * 1 vanne à commande électrique en DN 200 mm
 - * 1 compteur DN 200 mm

Dès l'entrée en vigueur du présent avenant, les nouveaux ouvrages seront exploités, entretenus et renouvelés aux conditions générales du traité initial et de ses avenants.

0479099967

Article 3. Prix et tarif de base

Dès l'entrée en vigueur du présent avenant, le barème de base défini à l'article 10 de l'avenant n° 13 est annulé et remplacé par les barèmes de base suivants définis à la date du 22.08.2006, établis hors taxes et redevances :

Catégorie de clients	Partie fixe	Partie proportionnelle
	Montant annuel H.T.	Le mètre cube consommé H.T.
Tous usagers	2,7350 € par m2	1,5896 €
R.I.A.	34,93 € par prise	-
Eau fournie à la retenue colinaire (col de Forcle)	-	De 0 à 10 000 m3/an : 0,4183 € Au-delà : 0,1391 €
Eau fournie à partir de l'usine de reminéralisation (eau des Bourtes)	-	0,423 €
Eau fournie à partir de la Carrelaz (au lieu-dit Quillis)	-	0,145 €
Plus-value pour relevé-radio : 15,57 € HT/an/tête émettrice		

Concernant la partie fixe :

- Les surfaces retenues pour la facturation sont les surfaces H.O. NET telles qu'elles figurent au permis de construire ; pour les immeubles existants à la date des présentes, les surfaces arrêtées d'un commun accord sont celles figurant en annexe.
- Pour les locaux tels que commerces, hôtels et résidences touristiques parahôtelières classées, ils bénéficieront d'une pondération de 40 % sur la valeur de la surface H.O. NET.
- Pour les locaux recevant du public, seules les surfaces consommatrices (principalement les sanitaires) seront retenues.
- Il ne sera pas facturé de partie fixe pour les points de desserte extérieurs aux bâtiments (abonnements temporaires, type chantier).

La partie fixe et la partie proportionnelle seront facturées aux conditions fixées à la rubrique a de l'article 15 de l'avenant n° 13.

Le Délégitaire percevra par ailleurs une redevance de location de compteur, dont la valeur de base hors taxes à la date du 22.08.2006 est la suivante :

0479099967

Diamètre du compteur (mm)	Montant annuel (€ H.T.)
15	11,69
20	15,40
25	19,50
30	23,90
40	39,97
50 et 60	71,59
80 et au-delà	101,71

Cette redevance sera facturée semestriellement et d'avance.

Article 4. Evolution du tarif de base : le tarif Déléataire

Les rémunérations effectivement appliquées chaque semestre résulteront du produit des valeurs de base définies à l'article 4 du présent avenant par le coefficient :

K/K_0

où :

K désigne le coefficient décrit à l'article 11 de l'avenant n° 13, pris en valeur connue 1^{er} jour de la période de facturation considérée

et où :

K₀ désigne la valeur de ce coefficient à la date du 22.08.2006, soit : 1,111922.

Article 5. Dispositions antérieures

Toutes les dispositions du contrat initial et de ses avenants successifs non expressément annulées ou modifiées par le présent avenant demeurent en vigueur.

Article 6. Durée – Date d'effet

Le présent avenant, qui ne modifie pas la durée de l'affermage, dont la date d'échéance a été fixée au 31 août 2016 par l'article 6 de l'avenant n° 3, prend effet à la date de sa signature par les parties ou, si elle est postérieure, à la date à laquelle il aura acquis son caractère exécutoire.

0479099967

Article 7. Documents annexés à l'avenant

Sont annexés au présent avenant :

- Le calcul justificatif du coût marginal de l'eau pompée à partir de l'usine de reminéralisation et celle pompée à partir de la Carrelaz ;
- Le surcoût d'exploitation dû à la nouvelle station de pompage des Quillis ;
- La liste détaillée des assiettes de la part fixe.

Fait en double exemplaire,

A Aime, 20/12/2007

A Lyon,

Le Président du Syndicat Intercommunal
de la Grande Plagne,

Le Gérant de la société E.C.H.M.,

Auguste PICOLLET

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE LA GRANDE PLAGNE
Le Châlet - B.P. 62
73211 AIME CEDEX

Gérard BONARDONNA

